

## Cahier des clauses administratives particulières

REF. : CCAP S25WEBECEN

**MARCHE RELATIF AUX PRESTATIONS D'ETUDE DE LA  
REFONTE DU SITE WEB ECENARIS**

## Table des matières

Article 1.	OBJET DE LA CONSULTATION .....	4
1.1.	Présentation générale .....	4
1.2.	Allotissement .....	4
Article 2.	DOCUMENTS CONTRACTUELS .....	4
2.1.	Documents contractuels de l'accord cadre .....	4
2.2.	Exhaustivité de la liste des pièces contractuelles.....	5
2.3.	Pièces à remettre au Titulaire .....	5
Article 3.	FORME, MONTANT ET PROCEDURE .....	5
3.1.	Forme et montant du marché .....	5
3.2.	Mode d'exécution.....	5
3.3.	Procédure .....	5
3.4.	Variantes.....	5
Article 4.	DELAÏ D'EXECUTION et DUREE DU MARCHE .....	6
4.1.	Date de démarrage du marché :.....	6
Article 5.	PRIX DU MARCHE .....	6
5.1.	Contenu des prix.....	6
5.2.	Forme des prix .....	6
Article 6.	OBLIGATIONS DE RESULTATS.....	6
Article 7.	CONFIDENTIALITE.....	7
Article 8.	SOUS TRAITANCE .....	7
Article 9.	PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES.....	8
Article 10.	CONDITIONS ECONOMIQUES ET FINANCIERES .....	9
10.1.	Forme et contenu des prix.....	9
Article 11.	MODALITES DE REGLEMENT .....	9
11.1.	Financement .....	9
11.2.	Acomptes .....	9
11.3.	Echéancier de paiement .....	9
11.3.1.	Point de départ du délai global de paiement .....	9
11.4.	Présentation des demandes de paiement.....	9
11.4.1.	Répartition des paiements en cas de co-traitance .....	10
11.4.2.	Répartition des paiements en cas de sous-traitance.....	10
11.4.3.	Modalités de paiement direct des sous-traitants.....	10
11.4.4.	Cession de créance.....	10
11.4.5.	Intérêts moratoires .....	11
Article 12.	DESTRUCTION DES DONNEES .....	11

Article 13.	CONFIDENTIALITE.....	11
Article 14.	PROPRIETE INTELLECTUELLE .....	13
14.1.	Dispositions transverses .....	13
Article 15.	GARANTIE DE REVENDICATION.....	14
Article 16.	DEROGATIONS.....	15

# Article 1. OBJET DE LA CONSULTATION

## 1.1.Présentation générale

Ce marché a pour objet la fourniture d'une prestation d'étude de la refonte du site web [ecenaris.fr](http://ecenaris.fr).

Le présent CCAP a pour objet d'arrêter, en complément et/ou en dérogation des dispositions du CCAG-TIC, les termes et conditions dans lesquels le Titulaire s'engage à fournir les Prestations à l'Ineris en contrepartie du paiement par l'Ineris du prix du marché.

## 1.2.Allotissement

Conformément à l'article L2113-11 du code de la commande publique, l'Ineris décide de ne pas allouer cet accord-cadre car « la dévolution en lots séparés [...] risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations ».

# Article 2. DOCUMENTS CONTRACTUELS

## 2.1.Documents contractuels de l'accord cadre

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-TIC, en cas de contradiction, les pièces constitutives qui suivent prévalent dans l'ordre de priorité décroissant mentionné ci-après :

- La notification de l'accord-cadre ;
- L'acte d'Engagement (AE S25WEBECEN) et son annexe financière en un original complété, daté et signé par une personne habilitée de plein droit à représenter la société :
  - Annexe Financière (DPGF S25WEBECEN)
- L'Engagement de Confidentialité
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP S25WEBECEN) dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'Ineris fait seul foi ;
- Les conditions générales d'achat de l'Ineris ;
- La charte fournisseur disponible sur le site internet de l'Ineris ([www.ineris.fr](http://www.ineris.fr)) ;
- La charte de déontologie de l'Ineris
- Les compléments de réponses formulées lors de la procédure de passation.
- Le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP S25WEBECEN) dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'Ineris fait seul foi ;
- La charte graphique de l'Ineris et les consignes gouvernementales reprises sur le site <https://www.systeme-de-design.gouv.fr/>
- La Politique de Sécurité du Système d'Information (PSSI) de l'Ineris.
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de prestations de techniques de l'information et de la communication (C.C.A.G. TIC), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, en vigueur à la date de la notification du présent marché public. (Ce document n'est pas joint au marché. Le Titulaire peut s'en procurer un exemplaire auprès de la Direction des Journaux Officiels ou sur le site du ministère des Finances, portail : [www.marches-publics.fr](http://www.marches-publics.fr) ;
- L'offre technique du Titulaire référencée dans l'AE dans toute ses dispositions conformes aux documents qui précèdent
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants éventuels, postérieurs à la notification du Marché.

Sauf en cas d'erreur manifeste, en cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives de l'accord-cadre, il est expressément convenu entre les parties que les dispositions contenues dans le document de rang supérieur prévaudront pour les obligations se trouvant en

conflit d'interprétation. Ces documents constituent l'intégralité de l'accord-cadre et des obligations de l'Ineris et du Titulaire.

Toute clause portée dans la proposition ou documentation quelconque du Titulaire contraire ou modifiant les dispositions des autres pièces de l'Accord-cadre et des marchés subséquents est réputée non écrite. Les conditions générales du Titulaire sont en particulier concernées par cette disposition.

## **2.2. Exhaustivité de la liste des pièces contractuelles.**

Le présent marché constitué des documents contractuels définis ci-dessus expriment l'intégralité des obligations contractuelles des parties.

Les dispositions du marché prévalent sur celles qui figuraient sur les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre l'Ineris et le Titulaire préalablement à la signature du Marché. Il en est également ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions figurant sur les factures et des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

L'exemplaire original de ces documents conservé par l'Ineris fait seul foi.

## **2.3. Pièces à remettre au Titulaire**

Par dérogation à l'article 4.2.1 et 4.2.2 du CCAG/TIC, la notification du marché consiste en la remise, sans frais, au Titulaire d'une copie de l'acte d'engagement signé par l'Ineris. Cette remise est opérée par échange dématérialisé au travers de la plateforme dématérialisée des achats de l'État.

L'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité est remis, sans frais, sur demande écrite expresse du Titulaire par voie postale à l'agence comptable de l'Ineris.

# **Article 3. FORME, MONTANT ET PROCEDURE**

## **3.1. Forme et montant du marché**

Le marché prend la forme d'un marché forfaitaire simple.

## **3.2. Mode d'exécution**

Les prestations d'études sont chiffrées au forfait et exécutées à bons de commandes.

- 1 Etude portail web accès public
- 2 Etude portail web accès télésurveillance

Elles comprennent notamment un compte-rendu de l'analyse de l'application actuelle et l'identification de l'ensemble des besoins fonctionnels de chaque portail pour identification et préconisations des améliorations nécessaires à l'optimisation des parcours des utilisateurs.

Le détail des prestations et livrables attendus figure dans le Cahier des Charges Techniques Particulières (CCTP S25WEBECEN).

## **3.3. Procédure**

Le présent marché est passé selon une procédure adaptée en application des dispositions de l'article R2123-1-1° du code de la commande publique.

## **3.4. Variantes**

Il demandé aux candidats de chiffrer en variante l'animation des maquettes.

## **Article 4. DELAI D'EXECUTION et DUREE DU MARCHE**

Le Marché est conclu à compter de la date de sa notification et pour la durée utile à son exécution définie par le Titulaire dans son offre. La date de fin du marché coïncide avec la date limite de remise des livrables finaux, fixée par l'Ineris au plus tard au 15 octobre 2025, passé cette date le Titulaire est redevable des pénalités de retard prévues dans le présent CCAP.

Le Marché n'est pas reconductible.

### **4.1. Date de démarrage du marché :**

Le marché débute à la date de sa notification au Titulaire.

## **Article 5. PRIX DU MARCHE**

### **5.1. Contenu des prix**

Les prix sont réputés comprendre tous les frais nécessaires à la bonne exécution des prestations telles que définies dans le présent cahier des charges, ainsi que tous autres frais pouvant être engagés ou supportés par le Titulaire, notamment les frais de déplacement, d'hébergement ou de restauration des personnels du titulaire et des intervenants tiers nécessaires à l'exécution des prestations.

Le taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) est celui en vigueur au moment de l'exécution de la prestation, objet du présent marché.

L'euro est la monnaie de compte du marché.

### **5.2. Forme des prix**

Le marché est conclu à prix forfaitaire ferme conformément à l'annexe financière à l'acte d'engagement.

## **Article 6. OBLIGATIONS DE RESULTATS**

Le Titulaire s'engage sur la base d'une obligation de résultats quant à la conformité des Livrables fournis aux documents contractuels, au respect du Calendrier et au respect de l'ensemble des délais contractuels pour toute prestation assortie d'un délai (de livraison, de réalisation, de correction, etc...) et/ou de la production d'un livrable.

Au titre du présent paragraphe, le Titulaire s'engage à fournir les ressources et le matériel tant en nombre qu'en qualification nécessaires à la bonne exécution des prestations qui lui sont confiées au titre du présent marché, avec la compétence en vigueur dans la profession et conformément aux niveaux de qualité requis et définis au cahier des charges ainsi qu'aux règles de l'art applicables dans son domaine de compétence.

Le Titulaire est responsable de la désignation des membres de son équipe et il s'engage à ce que les membres de cette équipe possèdent la compétence, l'expérience et les qualités nécessaires à la bonne fourniture du Service.

De plus, le Titulaire déclare disposer des moyens suffisants en cas de surcroît d'activité, besoin d'expertise complémentaire ou besoins spécifiques, projets de l'Ineris.

## **Article 7. CONFIDENTIALITE**

Le titulaire, ses salariés ou sous-traitants qui, à l'occasion de l'exécution du présent marché, ont reçu communication de renseignements, documents ou objets quelconques, sont tenus de maintenir confidentielle cette communication.

Le titulaire s'engage à considérer comme confidentiels toutes les connaissances techniques et le savoir-faire qui lui ont été ou qui lui seront fournis par l'Ineris, ainsi que les échanges de courriers et d'informations entre les parties.

Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation de l'Ineris, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître. Il en est pareillement de tout renseignement de même nature parvenu à la connaissance du titulaire à l'occasion de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage spécifiquement à respecter les obligations de confidentialité au marché et s'engage à informer ses salariés, par tous moyens à sa convenance, sur cette obligation de confidentialité.

Le titulaire s'engage à obtenir de ses éventuels sous-traitants un engagement écrit identique aux dispositions stipulées au présent article et à le(s) communiquer à l'Ineris.

L'Ineris s'engage à respecter le caractère confidentiel des méthodes et procédés employés par le titulaire, et que celui-ci aurait signalés comme tels dans le cadre de l'exécution du présent marché, et à faire prendre le même engagement à son personnel intervenant dans ce cadre.

En cas de manquement à l'obligation de confidentialité, c'est-à-dire relative à la discrétion, à la sécurité et au secret, le titulaire s'expose à l'application des mesures prévues aux articles 42 et suivants du CCAG-TIC, soit la résiliation aux torts du titulaire.

## **Article 8. SOUS TRAITANCE**

Le titulaire peut confier l'exécution de certaines parties des prestations du marché à un ou à plusieurs sous-traitants, à condition d'avoir obtenu de l'Ineris l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de leurs conditions de paiement fixées par les articles R2193-1 à R2193-16 du code de la commande publique.

En cas de sous-traitance, le titulaire demeure responsable de l'exécution de toutes les obligations du marché.

Aux fins d'acceptation du sous-traitant, le titulaire adresse à l'Ineris, par lettre recommandée avec accusé de réception, une déclaration contenant l'ensemble des renseignements figurant à l'article R2193-1 du code de la commande publique, à savoir :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie.

L'ensemble de ces informations sont constituées par la fourniture :

- De la déclaration de sous-traitance complétée (formulaire DC4 pouvant être téléchargé gratuitement sur le site Internet : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) ;
- Du numéro SIREN et d'un RIB de l'entreprise.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont constatées par un acte spécial signé par le titulaire et par l'Ineris.

## **Article 9. PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Le Titulaire déclare être informé qu'il peut gérer, stocker, utiliser, exploiter des données à caractère personnel dans le cadre de l'exécution des Prestations.

Le Titulaire s'engage à veiller à l'intégrité, la confidentialité et la sécurité de ces données et s'engage à ne pas les utiliser pour ses besoins propres ou pour le compte de tiers.

Conformément à la réglementation en vigueur au moment du traitement, le Titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le Titulaire s'engage donc à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles nécessaires à l'exécution de la présente Prestation prévue au Marché, l'accord préalable du maître du fichier est nécessaire ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au Marché ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du Marché ;
- prendre toutes mesures de sécurité, notamment matérielles, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités pendant la durée du Marché ;
- et en fin de Marché à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies.

A ce titre, le Titulaire ne pourra sous-traiter l'exécution des Prestations à une autre société, ni procéder à une cession du Marché sans l'accord écrit préalable de l'Ineris.

L'Ineris se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire.

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du Titulaire peut être également engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-22 du code pénal.

L'Ineris pourra prononcer la résiliation du Marché, sans indemnité en faveur du Titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

En cas d'intervention à distance permettant l'accès à distance aux fichiers de l'Ineris, le Titulaire prendra toutes dispositions afin de permettre à l'Ineris d'identifier la provenance de chaque intervention extérieure. A cette fin, le Titulaire s'engage à obtenir l'accord préalable de l'Ineris avant chaque intervention à distance dont elle prendrait l'initiative.

Des registres seront établis sous les responsabilités respectives de l'Ineris et du Titulaire, mentionnant les date et nature détaillées des interventions à distance ainsi que les noms de leurs auteurs.



## **Article 10. CONDITIONS ECONOMIQUES ET FINANCIERES**

### **10.1. Forme et contenu des prix**

Les prestations relatives au présent marché sont définies à prix forfaitaires.

L'ensemble des prix est réputé complet, il comprend l'ensemble des frais nécessaires à la réalisation des prestations décrites dans le CCTP, notamment les éventuels frais de déplacement et d'hébergement du personnel du Titulaire et ceux mentionnés à l'article 10.1.3 et 10.1.4 du CCAG-TIC.

Le Taux de TVA applicable est celui en vigueur à la date du fait générateur.

Les frais qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du Titulaire.

Aucune facturation en sus des prix mentionnés dans le bordereau des prix n'est acceptée. Aucun surcoût ne peut être facturé à l'Ineris.

## **Article 11. MODALITES DE REGLEMENT**

### **11.1. Financement**

Le financement des prestations exécutées au titre du présent marché s'effectue en totalité sur le budget de l'Ineris.

### **11.2. Acomptes**

Le présent marché donne droit au paiement d'acomptes dans les conditions prévues à l'article L2191-4 et R2191-20 à R2191-23 du Code de la commande publique.

Des acomptes pourront être versés selon les modalités particulières prévues dans chaque bon de commande et en application de l'article 11 du CCAG-TIC dès lors que la durée d'exécution des prestations prévues au bon de commande excède trois mois calendaires.

### **11.3. Echancier de paiement**

Les prestations sont réglées à terme échu après remise des livrables et prononciation de la réception de la prestation correspondante.

Toutefois, le Titulaire peut demander le paiement d'acompte mensuels selon avancement des prestations.

#### ***11.3.1. Point de départ du délai global de paiement***

Le délai maximal de paiement est de soixante (60) jours à compter de la date de la validation des livrables.

### **11.4. Présentation des demandes de paiement**

En complément des dispositions de l'article 11.8.1 du CCAG-TIC il est précisé que :

En vertu de l'article L2192-1 et suivants du Code de la Commande Publique, le Titulaire est soumis à l'obligation de déposer et de transmettre ses factures sous format dématérialisé sur le portail Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr/>)

L'Ineris sera en droit de rejeter toute facture reçue par la poste ou par tout autre moyen que la solution Chorus Portail Pro (CPP).

CPP est accessible à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr/>

Pour déclarer les factures en ligne :

Après s'être enregistré sur CPP, avec son numéro de SIRET, le Titulaire pourra déclarer les factures en identifiant le client Ineris par son SIRET (SIRET Ineris : 38198492100019) et par le numéro

d'engagement correspondant au numéro du marché Ineris qui sera communiqué au Titulaire sous le format suivant n° de contrat **S25WEBECEN**, en page de garde de l'acte d'engagement.

La demande de paiement comprend l'ensemble des éléments prévus à l'article 11.3 du CCAG-TIC en vigueur à la date de conclusion du marché.

Toute facture non conforme sera renvoyée à l'émetteur. Le délai de paiement sera suspendu jusqu'à réception de la facture dûment rectifiée et conforme.

#### **11.4.1. Répartition des paiements en cas de co-traitance**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

#### **11.4.2. Répartition des paiements en cas de sous-traitance**

En cas de sous-traitance, les prix des prestations sous-traitées figureront dans les actes spéciaux de sous-traitance (DC4) et seront déduits du prix de règlement au Titulaire.

#### **11.4.3. Modalités de paiement direct des sous-traitants**

Pour les sous-traitants, le Titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par l'Ineris à chaque sous-traitant concerné ; cette somme inclut la T.V.A.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement au Titulaire.

Cette demande de paiement, revêtue de l'acceptation du Titulaire du marché, est transmise par ce dernier à l'Ineris.

L'Ineris avise le sous-traitant de la date de réception de la demande de paiement envoyée par le Titulaire et lui indique les sommes dont le paiement à son profit est accepté par ce dernier.

Dans le cas où le Titulaire n'aurait ni opposé un refus motivé à la demande de paiement du sous-traitant, ni transmis celle-ci à l'Ineris, dans un délai de quinze jours à compter de sa réception, le sous-traitant envoie directement sa demande à l'Ineris par lettre recommandée avec avis de réception postale ou la lui remet contre récépissé dûment daté ou inscrit sur un registre tenu à cet effet.

L'Ineris met aussitôt en demeure le Titulaire, par lettre recommandée avec avis de réception postal, de lui faire la preuve dans un délai de quinze jours à compter de la réception de cette lettre, qu'il a opposé un refus motivé à son sous-traitant.

Dès réception de l'avis, le pouvoir adjudicateur informe le sous-traitant de la date de cette mise en demeure.

A l'expiration du délai prévu à l'alinéa précédent, au cas où le Titulaire ne serait pas en mesure d'apporter cette preuve, l'Ineris, paierait les sommes dues au sous-traitant dans un délai maximum de 60 jours.

#### **11.4.4. Cession de créance**

En cas de cession de créance par le Titulaire, et par le biais d'un certificat de cessibilité, la cession ne sera opposable que si elle est notifiée à l'Agent Comptable (Ineris – Agence Comptable - BP N°2 - 60550 – Verneuil-en-Halatte. Aux termes de l'article 37 du décret N°2012-1246 du 7 novembre 2013 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, « toutes oppositions ou autres significations ayant pour objet d'empêcher un paiement doivent être faites entre les mains du comptable public assignataire de la dépense ».

#### **11.4.5. Intérêts moratoires**

En application de la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013 et de ses décrets d'application, lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement, le Titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

En cas de désaccord sur le montant d'un acompte ou du solde, le paiement est effectué dans les délais fixés à l'article 1er sur la base provisoire des sommes admises par l'Ineris. Lorsque les sommes ainsi payées sont inférieures à celles qui sont finalement dues au créancier, celui-ci a droit à des intérêts moratoires calculés sur la différence. Par ailleurs, dans pareil cas de figure, en application de la loi du 28 janvier 2013 et du décret du 29 mars 2013, une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement (montant fixé à 40€) sera due de plein droit et sans autre formalité (c'est-à-dire sans que le bénéficiaire soit tenu de la demander) à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement. Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

### **Article 12. DESTRUCTION DES DONNEES**

Au terme de l'exécution du marché ou en cas de résiliation, le titulaire restitue sans délai à l'Ineris une copie de l'intégralité des données confiées par lui dans le cadre de la prestation.

Une fois la restitution effectuée, le titulaire détruit, dans un délai de trois (3) mois, les éventuelles copies de données détenues dans son système d'information, y compris les données ayant fait l'objet de sauvegardes ou d'un archivage.

Une fois détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction.

La restitution et la destruction des données sont constatées par un procès-verbal daté et signé par le titulaire. Les procédés de destruction sont conformes aux réglementations en vigueur.

### **Article 13. CONFIDENTIALITE**

Par dérogation à l'article 5.1 du CCAG, les dispositions des articles 5.1.1 à 5.1.4 du CCAG sont non applicables au présent Marché et sont remplacées par les dispositions suivantes :

Pour les besoins du présent article, la Partie qui divulgue des informations sera désignée ci-après par le « COMMUNICANT » et celle qui reçoit par le « RECIPIENDAIRE ».

**14.1** Il est convenu entre les Parties que les informations échangées à l'occasion de l'exécution du présent Marché sont confidentielles (ci-après dénommées « les Informations Confidentielles »).

Sont notamment considérés comme Informations Confidentielles, le présent Marché, les Applications et les données qu'elles contiennent, plus largement tout ce qui a trait au Système d'Information, les procédures internes et leur documentation associée, les Résultats et les rapports d'étude conduites par l'Ineris ou par des prestataires tiers, les informations afférentes à

l'organisation interne, aux méthodes de production, au savoir-faire, au management des ressources humaines, aux données métier de l'une des Parties ou des fournisseurs de l'une des Parties, mis à la disposition de l'autre Partie ou dont elle aurait eu connaissance dans le cadre de l'exécution du présent Marché.

Sans préjudice de ce qui précède, chaque Partie pourra divulguer le présent Marché à ses commissaires aux comptes, courtiers, assureurs et conseils dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions et soumis au secret professionnel.

**14.2.** Toutefois, les dispositions du présent article 20 ne s'appliqueront pas aux informations lorsque le RECIPIENDAIRE pourra démontrer :

- (i) qu'elles lui appartenaient déjà en propre avant leur communication au titre du Marché.
- (ii) qu'elles faisaient partie du domaine public à la date de leur communication, ou qu'elles y sont tombées postérieurement sans participation ni faute de la part du RECIPIENDAIRE.
- (iii) qu'elles lui ont été communiquées par un tiers sans que cette communication soit faite en violation de dispositions légales ou stipulations contractuelles en faveur du COMMUNICANT.
- (iv) qu'elles ont été développées de façon indépendante par des membres du personnel du RECIPIENDAIRE sans que ces derniers aient eu accès aux Informations Confidentielles.
- (v) que le RECIPIENDAIRE a dû communiquer les informations par l'application d'une décision de justice ou d'un ordre émanant d'une autorité gouvernementale ou administrative. Dans ce cas, la communication des informations doit être limitée au strict nécessaire. Le RECIPIENDAIRE s'engage à informer le COMMUNICANT dans les plus brefs délais de toute communication faite à ce titre, et le cas échéant, à mettre tout en œuvre pour respecter les instructions raisonnables du COMMUNICANT concernant cette communication. Le RECIPIENDAIRE reste tenu par les obligations de confidentialité contenues dans le Marché concernant les informations susvisées.

En revanche, toute combinaison d'informations, propriété d'une Partie, divulguée à l'autre Partie sera soumise aux termes du présent article, et ce, même si certaines informations prises individuellement relèvent des exceptions énumérées aux points (i) à (v).

**14.3.** Les informations ou éléments remis par l'Ineris au Titulaire ou générés au cours des Prestations confiées au Titulaire, ou dont ce dernier aura pu prendre connaissance dans le cadre de l'exécution du présent Marché, ainsi que leur mise à jour constituent des Informations Confidentielles qu'ils soient ou non revêtus d'un avertissement de confidentialité.

Ces Informations Confidentielles ne peuvent faire l'objet d'aucune divulgation à des tiers et ne doivent être utilisées par le Titulaire que dans le cadre de l'exécution du Marché.

**14.4.** Chacune des Parties s'engage et se porte fort pour ses personnels, fournisseurs, ou sous-traitants à préserver le caractère confidentiel des Informations Confidentielles obtenues de l'autre Partie ou dont elle aura pu prendre connaissance dans le cadre de l'exécution du Marché et à ne pas les révéler ou laisser à la disposition de tiers et à prendre les mêmes précautions pour conserver le caractère secret des Informations Confidentielles que celles qu'elle observe habituellement pour ses propres Informations Confidentielles.

En particulier, chacune des Parties s'engage à :

(i) n'utiliser les Informations Confidentielles, directement ou indirectement, et de quelque façon que ce soit, que dans le seul cadre de l'exécution du Marché ;

(ii) ne révéler les Informations Confidentielles qu'aux seuls membres de son équipe qui ont besoin d'utiliser ces informations pour l'exécution du Marché. A ce titre, chacune des Parties s'engage à avertir son personnel du caractère confidentiel des informations et des données et à recueillir l'engagement personnel de leur part de ne pas divulguer lesdites informations ;

(iii) ne pas divulguer des Informations Confidentielles à des tiers, sauf avec l'accord préalable et écrit de l'autre Partie, ou sur injonction d'un tribunal ou de toute autorité de contrôle ou si cette divulgation était nécessaire pour permettre la mise en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu du Marché sous réserve que cette Partie ait préalablement averti l'autre Partie et ait fait des efforts raisonnables pour obtenir une mesure conservatoire interdisant d'utiliser les Informations Confidentielles ainsi divulguées à d'autres fins que celles requises par la décision judiciaire ou administrative. Dans ce dernier cas, chacune des Parties devra mettre l'autre Partie à même d'intervenir pour la protection desdites Informations Confidentielles.

14.5. Chacune des Parties s'engage à respecter les obligations résultant du présent article pendant toute la durée du Marché ainsi que pendant les cinq (5) années suivant son expiration quelle qu'en soit la cause cette durée étant portée, compte tenu de la nature de l'activité de recherche d'INERIS, à vingt (20) ans pour les informations portant sur les technologies, produits, services et procédés développés par l'Institut dans le cadre de son activité auquel le Titulaire pourrait avoir accès dans le cadre de l'exécution du Marché. Il est toutefois entendu entre les parties qu'à l'issue de la période de confidentialité définie ci-avant, les Informations relevant du secret des affaires resteront protégées au titre de la réglementation applicable (loi n°2018-670 du 30 juillet 2018 et son décret d'application n° 2018-1126 du 11 décembre 2018) tant que lesdites Informations ne seront pas tombées dans le domaine public sans faute ou participation du Titulaire.

Dès la cessation du Marché pour quelque cause que ce soit, chaque Partie devra soit restituer à l'autre Partie l'ensemble des documents contenant des Informations Confidentielles, soit assurer cette dernière de la destruction de toutes les Informations Confidentielles en sa possession.

## **Article 14. PROPRIETE INTELLECTUELLE**

### **14.1. Dispositions transverses**

Il est fait application de l'article 43 à 46 du CCAG-TIC.

En particulier, conformément à l'article 46 du CCAG-TIC, le Titulaire cède à l'Ineris, sans les conserver, automatiquement et au fur et à mesure de leur réalisation, pour leur durée légale et en tout pays, à toutes fins et pour toutes utilisations directes ou indirectes, les droits de propriété intellectuelle des résultats issus de l'exécution des prestations objet du accord-cadre, tels que notamment les documents, les dossiers, manuels et documentations, les maquettes, les scripts de commandes, spécifiquement écrits, réalisés, modifiés ou adaptés pour l'Ineris.

Le présent accord-cadre n'opère aucun transfert de propriété des matériels, programmes, logiciels, documentations, données et fichiers exploités. Les applications soumises au présent marché et documents communiqués par l'acheteur au titulaire du présent marché demeurent la propriété de l'Ineris. L'Ineris en conserve la propriété pleine et entière.

Le Titulaire du marché cède à titre exclusif l'intégralité des droits ou titres de toute nature afférents aux résultats remis dans le cadre du présent marché. Le Titulaire accepte d'en transférer le droit de propriété à l'acheteur.

On entend par résultats, tous les livrables composant la prestation réalisée dans le cadre du présent marché, c'est à dire les matériels de conception préparatoire, les ébauches, les maquettes, les dossiers d'analyses fonctionnelles, la documentation de conception, les documents d'analyse, les descriptifs et procédures.

A cet effet, le titulaire et/ou ses sous-traitants transfèrent, pour toute la durée légale du droit d'auteur défini à l'article 123-1 du CPI, et dans tous les pays, dès réception définitive des prestations, tous les droits pouvant naître à l'occasion de la réalisation du présent marché. Dans ce cadre, le titulaire et/ou ses sous-traitants cèdent à l'acheteur les droits d'utilisation, les droits d'exploitation, les droits de modification, de reproduction, d'adaptation, de traduction, d'analyse, de correction, et de décompilation, du droit de mise sur le marché, c'est-à-dire du droit de concéder tout ou partie des droits énoncés ci-avant, à titre gratuit ou onéreux, à des tiers, du droit d'agir en contrefaçon.

Ces droits s'exercent sur toute forme de support, c'est-à-dire magnétique, informatique et Internet, audiovisuelle et publication papier, sans que cette liste soit considérée comme exhaustive, et ce, quelle que soit la technologie utilisée pour accéder à ces supports.

Dans ce cadre, l'acheteur se réserve le droit d'utiliser, de modifier et de diffuser les produits finis cités dans le présent cahier des charges, quels que soient les supports, la destination, la durée et le lieu.

A ce titre, les prestations réalisées par le titulaire pendant la durée du marché, ne peuvent ni ne pourront, d'aucune manière que ce soit, donner prise à la constitution d'un droit d'auteur quant aux droits spécifiés précédemment que le Titulaire pourrait opposer à l'acheteur ou à des tiers.

Le Titulaire garantit à l'acheteur le parfait respect de cette disposition par chacune des personnes morales et/ou physiques qui seraient amenées à intervenir dans le cadre du présent marché et notamment ses personnels, ses dirigeants et actionnaires ou associés, les sous-traitants éventuels et toute autre personne sans exception.

Le titulaire ne peut faire aucun usage des résultats des prestations sans l'accord préalable de l'acheteur.

Cette clause ne s'applique pas aux méthodes propres au titulaire qui demeure propriétaire ou, le cas échéant, le concessionnaire.

Les présentes dispositions sont substantielles pour l'acheteur.

De plus, si l'acheteur est victime d'un trouble dans la jouissance ou dans la possession des prestations fournies, le titulaire doit prendre immédiatement les mesures propres à les faire cesser. Ces mesures propres sont les suivantes, au choix du titulaire :

\* Soit de modifier ou remplacer les éléments en litige, de manière qu'ils cessent de tomber sous le coup de la réclamation, tout en restant conformes aux spécifications du marché, \* Soit de faire en sorte que l'Ineris puisse utiliser les éléments en litige sans limitation et sans paiement de licence.

En particulier, toute réalisation du titulaire recourant à des librairies ou services externes ("Cloud") ne saurait entraîner une dépendance de l'acheteur à une licence propriétaire.

## **Article 15. GARANTIE DE REVENDICATION**

Le Titulaire garantit qu'il possède les droits nécessaires pour réaliser les prestations et mettre à disposition ces droits à l'Ineris.

L’Ineris et le Titulaire restent propriétaires, chacun en ce qui le concerne, de leurs connaissances, susceptibles ou non de faire l’objet d’un droit de propriété intellectuelle, détenues antérieurement à la date de notification du marché.

Le titulaire est réputé avoir la libre disposition de tous les produits utilisés pour la réalisation du présent marché et garantit l’Ineris dans les conditions, ci-après exposées, contre toute revendication des tiers faisant obstacle à la libre utilisation de ces produits par l’Institut.

Si l’Ineris, du fait de l’action d’un tiers, est victime d’un trouble de jouissance qui ne résulte ni d’une utilisation non conforme au présent marché, ni d’une modification non réalisée par le titulaire, elle en informe le titulaire qui prend immédiatement les mesures appropriées pour faire cesser ce trouble.

Dans ce cadre, le titulaire doit :

- soit s’efforcer de modifier ou remplacer les produits en litige de manière qu’ils cessent de tomber sous le coup de la réclamation, tout en restant conformes aux spécifications du marché ;
- soit s’obliger à négocier les cessions, licences ou autorisations nécessaires, de telle sorte que l’Ineris puisse utiliser les procédés ou produits en litige, sans limitation ni frais supplémentaires ;
- soit, dans le cas où l’une de ces solutions ne peut être raisonnablement mise en œuvre, à rembourser au pouvoir adjudicateur et aux tiers désignés dans le marché les sommes payées au titre des éléments objet du litige et à les indemniser du préjudice subi.

L’Ineris informe, dans les meilleurs délais, le titulaire de toute éventuelle réclamation, litige ou procès pour contrefaçon de droit d’auteur qui pourraient être portés à sa connaissance concernant notamment les applications, les méthodes et les documentations fournies par le titulaire.

Le titulaire s’engage à faire toutes diligences pour assurer sa défense et permettre à l’Ineris, pour le cas où celui-ci serait mis en cause, d’assurer la sienne, le titulaire prenant à sa charge l’intégralité des frais de la procédure ainsi que les honoraires de ses conseils et ceux de l’Ineris.

Le titulaire supporte l’intégralité des dommages et intérêts, frais et dépens éventuellement alloués à l’issue de la procédure ou en cas de condamnation de référé et/ou en cas de décision avec exécution provisoire.

Le titulaire ne pourra transiger sans l’accord écrit et préalable de l’Ineris en ce qui le concerne.

## **Article 16. DEROGATIONS**

L’article 2.1 déroge à l’article 4.1 du CCAG-TIC

L’article 2.3 à déroge à l’article 4.2.1 et 4.2.2 du CCAG/TIC

L’article 14 déroge à l’article 5.1 du CCAG

